



**PRÉFET
DE LA MEUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat Général

Arrêté préfectoral n° 2025-98 du 21 janvier 2025

**prorogeant la durée de validité de l'autorisation d'exploiter un parc éolien
accordée à la société Perfect Wind
sur le territoire de la commune de COURCELLES-SUR-AIRE**

**Le Préfet de la Meuse
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

VU le Code de l'environnement et notamment ses articles R. 123-24, R. 181-48 et R. 515-109 ;

VU la loi n° 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance, et notamment son article 60 ;

VU l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale ;

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 15 février 2023 portant nomination de M. Xavier DELARUE, Préfet de la Meuse ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-104 du 21 janvier 2022 modifiant les conditions d'exploitation de l'installation de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent regroupant 5 aérogénérateurs, exploitée par la société Perfect Wind sur le territoire de la commune de Courcelles-sur-Aire ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2023-2130 du 21 août 2023 accordant délégation de signature à M. Christian ROBBE-GRILLET, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

VU la demande, en date du 24 décembre 2024, de prorogation de l'arrêté préfectoral complémentaire n°2022-104 du 21 janvier 2022 ;

VU le rapport référencé CL/001/2025 de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand-Est en date du 10 janvier 2025 ;

CONSIDÉRANT l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2022-104 du 21 janvier 2022, fixant un délai de 3 ans à compter de sa signature pour la mise en service du parc éolien renouvelé ;

CONSIDÉRANT la demande, émise par la Société Perfect Wind le 24 décembre 2024, de proroger la durée de validité de 3 ans pour la mise en service du renouvellement de son parc ;

CONSIDÉRANT que la demande présentée par la Société Perfect Wind n'implique pas de modifications du projet ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,

ARRÊTE

Article 1er :

Les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral n°2022-104 du 21 janvier 2022 sont abrogées et remplacées par les dispositions suivantes :

L'arrêté cesse de produire effet si le projet de renouvellement n'a pas été mis en service avant le 21 janvier 2028.

Trois mois avant la réalisation des travaux de renouvellement, l'exploitant en informe le Préfet, par courrier accompagné de l'échéancier des travaux et des mesures mises en œuvre dans cette phase.

L'exploitant informera également, dans les mêmes formes, de la mise en exploitation des installations modifiées au moins un mois avant la mise en service de celles-ci.

Article 2 : Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

1° Une copie de cet arrêté complémentaire est déposée à la mairie de la commune d'implantation du projet pour y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de la commune d'implantation du projet pendant une durée minimum d'un mois. Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R.181-38 ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Article 3 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction, il peut être déféré devant la Cour administrative de Nancy dans les délais prévus à l'article R.181-50 du Code de l'environnement :

1°) par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée

2°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article,

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La Cour administrative d'appel peut être saisie par l'application informatique « télérecours citoyens » accessible par le site www.telerecours.fr

Lorsqu'un recours gracieux ou hiérarchique est exercé par un tiers contre une décision mentionnée au premier alinéa de l'article R 181-50 du Code de l'environnement, l'autorité administrative compétente informe le bénéficiaire de la décision afin de lui permettre d'exercer les droits qui lui sont reconnus par les articles L 411-6 et L 122-1 du Code des relations entre le public et l'administration.

Article 4 : Exécution

- Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Meuse,
- l'inspecteur des installations classées (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand-Est, UD 54/55, division de la Meuse),
- le maire de la commune de COURCELLES-SUR-AIRE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

*** à titre de notification, à :**

– Madame Jennifer MÉNAGE, représentant la société Perfect Wind

*** à titre d'information, à :**

– Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand-Est,

– Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Meuse – service environnement.

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général de la Préfecture,



Christian ROBBE-GRILLET

